

### 3.3 SDIS - Révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR)

#### Intervention d'Alban BRUNEAU

Juste quelques mots, même s'il y aurait beaucoup d'autres choses à dire sur ce projet et sa philosophie, pour insister sur le volet prévention et information, volet essentiel à valoriser, mais aussi à faire progresser quand on parle de sécurité.

D'abord à travers deux exemples pour illustrer ce qu'il me paraît utile de généraliser et ce qu'il me semble important de corriger.

Utile de généraliser : la culture du risque, le civisme, l'altruisme dès l'adolescence, pour éveiller des vocations et pour faire vivre des solidarités. Des classes de cadets de la sécurité civile sont présentes dans certains collèges, trop peu nombreux, comme au collège Jean-Moulin au Havre et Gustave-Courbet à Gonfreville l'Orcher. Je pense qu'il faudrait proposer de les généraliser dans tous les collèges de Seine-Maritime.

Et utile de corriger : le rétablissement des référents du SDIS sur nos territoires et notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ces référents sont précieux, par leurs conseils, leurs interventions dans les établissements scolaires, leur participation aux cellules de veille communales prévention-sécurité, auprès des élus etc... Or, pour le vivre sur l'agglomération havraise, le fait qu'ils ne soient pas remplacés, après mutation ou départ en retraite, est réellement dommageable.

Enfin, si les retours d'expérience suite à des accidents industriels ou des catastrophes comme celle de Lubrizol ont été pris en compte dans ce SDACR, il me paraît important que les formations à la gestion de crise soient développées notamment auprès des élus et des agents publics, tout comme l'information, les exercices ou encore les dispositifs d'alerte.

A ce sujet, nous attendons beaucoup du déploiement de FR-Alert, le nouveau dispositif d'alerte et d'information des populations, qui permet d'envoyer des notifications sur le téléphone mobile des personnes présentes dans une zone confrontée à un grave danger (catastrophe naturelle, accident biologique, chimique ou industriel, acte terroriste...), afin de les informer sur la nature du risque, sa localisation et sur les comportements à adopter pour se protéger.

Domage simplement qu'il est fallu attendre un Lubrizol pour que l'Etat s'en empare.